

Département de l'Isère
Canton de l'Oisans
Commune LES DEUX ALPES

DELIBERATION N° 2023-028

CONSEIL MUNICIPAL

Séance du 30 janvier 2023

L'an deux mille vingt-trois, le 30 janvier à 20h00,

le conseil municipal de la commune LES DEUX ALPES, dûment convoqué le 26 janvier 2023, après une précédente séance qui n'a pu se tenir faute de quorum, a tenu une réunion en session ordinaire, sous la présidence de M. Christophe AUBERT.

Etaient présents en séance : Christophe AUBERT, maire,

Eric GRAVIER, Françoise MOREAU, adjoints,

Marie-Hélène COING, maire déléguée de Mont de Lans.

Laurent GIRAUD, Jean-Luc BISI, Anne MILLET, Enrica TASSO, Céline VALETTE, Fabien VEYRAT, Hervé LESCURE, conseillers municipaux.

Etaient absents ou excusés : Ugo MOUNIER, Pascal ESPITALIER, Angélique AGUILAR, Marion ROLLAND.

Etaient représentés dans le cadre d'une procuration :

Agnès ARGENTIER donne pouvoir à Eric GRAVIER

Pierre BALME donne pouvoir à Laurent GIRAUD

Paul VAN LEEUWEN donne pouvoir à Marie-Hélène COING

Stéphane VAISSIERES donne pouvoir à Céline VALETTE

Conformément aux dispositions de l'article L.2121-15 du code général des collectivités territoriales (CGCT), il a été procédé à la nomination des secrétaires de séance pris au sein du conseil : Mme Céline VALETTE et M. Fabien VEYRAT ayant obtenu la majorité des suffrages, ont été désignés pour remplir ces fonctions qu'ils ont acceptées et conformément à l'article L.2121-18 du même code, la séance a été publique.

DOMAINE : COMMANDE PUBLIQUE – 1.4.2 – Conventions et contrats divers

OBJET : Association SPORTING CLUB – Convention de mise à disposition d'un local municipal

VU le Code général des collectivités territoriales, notamment l'article L2121-29 ;

VU la convention ci-jointe,

Enrica TASSO expose à l'assemblée que la commune souhaite conventionner avec l'association SPORTING CLUB 2 ALPES pour régulariser la mise à disposition d'un local municipal situé en sous-sol de la résidence La Meije 1, village 1800 – Le Clos des Fonds.

Il est proposé que ce local soit mis à disposition gratuitement mais les frais de fonctionnement (eau, électricité, chauffage, téléphonie, internet) restent à la charge de l'association qui devra souscrire les abonnements auprès des fournisseurs.

Cette mise à disposition, considérée comme un avantage en nature au profit de l'association, doit être formalisée par la signature d'une convention soumise à l'avis de l'assemblée.

Le conseil municipal, après en avoir délibéré et après que Monsieur le Maire ait demandé à chaque conseiller de se prononcer pour ou contre la délibération soumise au vote ou à s'abstenir, à l'unanimité des membres présents :

- **APPROUVE** de conclure une convention de mise à disposition d'un local municipal avec l'association SPORTING CLUB,
- **AUTORISE** le maire à l'effet de signer la convention susvisée.

Fait et délibéré en séance, les jours, mois et ans que dessus. Au registre sont les signatures.

Pour extrait conforme,
Le maire, Christophe AUBERT



CONVENTION DE MISE A DISPOSITION D'UN LOCAL COMMUNAL à UNE ASSOCIATION

Entre les soussignés :

La commune LES DEUX ALPES, représentée par M. Christophe AUBERT, maire, dûment autorisé par délibération n° du conseil municipal en date du....., à l'effet de signer la présente convention

Ci-après dénommée « la commune » d'une part,

ET

L'association SPORTING CLUB 2 ALPES, association régie par la loi du 1^{er} juillet 1901, déclarée à la préfecture de l'Isère, sous le numéro RNA W381026474, représentée par M. Thibault ROME, Président en exercice, agissant en vertu d'une décision de l'assemblée générale (ou du conseil d'administration) en date du.....

Ci-après dénommée « l'association » d'autre part,

Il a été convenu et arrêté ce qui suit :

Article 1 : Objet

La commune décide de soutenir l'association SPORTING CLUB 2 ALPES dans la poursuite de ses objectifs, en mettant gratuitement à disposition les locaux (subvention en nature), ci-après désignés, dont elle est propriétaire.

La présente convention vaut autorisation d'occupation du domaine privé de la commune.

Elle est établie à titre précaire et révocable à tout moment pour des motifs d'intérêt général.

Article 2 : désignation des locaux

2.1 – désignation

La commune met à la disposition de l'association, les locaux situés en sous-sol de la résidence La Meije 1, situé au village 1800 – Le Clos des Fonds, 38860 LES DEUX ALPES.

Ce local est cadastré sous le n° AK0338.

Le local est accessible par l'intérieur (escalier) et bénéficie d'une porte donnant sur l'extérieur (issue de secours) qui ne peut pas être utilisée comme entrée principale.

2.2 – description

Ce local comprend 1 pièce principale d'environ 190 m², 2 vestiaires avec wc et douche d'environ 8 m² chacun, 1 pièce de stockage sous escalier d'environ 15 m², 1 pièce de 15 m² pour une surface totale d'environ 236 m².

Le plan de niveau (sous-sol) faisant état des surfaces et joint à la présente convention.

Le local est un Etablissement Recevant du Public (E.R.P) de 5^{ème} catégorie, salle de sports (blocs de sécurité, extincteurs...) sans accès P.M.R.

La capacité maximale instantanée du local est de 20 personnes.

2.3 – Etat des lieux des locaux

L'association prendra les locaux dans l'état où ils se trouveront lors de son entrée en jouissance.

Un état des lieux contradictoire sera dressé lors de la remise des clés à l'association et sera annexé à la présente convention.

Il appartient à l'association, en tant qu'utilisateur et avant utilisation, de signaler immédiatement à la commune, toutes anomalies ou dégradations constatées et, le cas échéant, celles qui surviendraient durant le temps de son utilisation.

Article 3 – destination et occupation des locaux

L'association s'engage à utiliser les locaux mis à sa disposition à usage exclusif pour la réalisation de son objet, tel que mentionné dans ses statuts.

L'association ne pourra céder ou sous-louer, affermer ou apporter, soit à un tiers, soit à une société quelconque tout ou partie des droits résultants de la convention.

L'association s'engage à prendre toutes les dispositions nécessaires au bon déroulement de son activité et au maintien de l'ordre, tant dans le local qu'aux abords immédiats.

Aucune autre activité ne pourra y être exercée sans l'accord de la mairie, sous peine de résiliation de la présente convention.

La commune devra pouvoir accéder au local, de jour comme de nuit, notamment pour pouvoir assurer la maintenance des installations.

Article 4 – engagements de l'association

La jouissance des locaux mis à la disposition de l'association implique

- de fixer des horaires d'ouverture et fermeture des locaux à ses adhérents, avec une amplitude maximale autorisée par la commune de 8h à 21h, 7 jours sur 7,
- la communication du code d'entrée de la salle au service municipal gestionnaire des associations lors de la signature de la présente convention et à chaque changement initié par l'association,
- le maintien en bon état d'entretien de ceux-ci, à la charge de l'association, ainsi que l'assurance des lieux et la réparation ou le remplacement de toute dégradation occasionnée du fait de l'activité de l'association, même celles dues à l'usure normale et à la vétusté.

La présente mise à disposition est consentie aux conditions et charges habituelles en la matière, notamment :

- Se conformer au règlement de copropriété qui existe ou qui viendrait à exister ainsi qu'à toutes décisions prises par l'assemblée générale des copropriétaires ;
- Se conformer aux lois et aux règlements en vigueur notamment en ce qui concerne l'ordre public, l'hygiène, le travail et les bonnes mœurs ;
- Se conformer aux lois, règlements et prescriptions administratives et s'abstenir d'exercer dans les locaux, toute activité soumise à autorisation administrative avant d'avoir obtenu cette dernière.

En outre, l'association :

- Devra veiller à la présentation esthétique de ses installations ;
- Ne pourra y apposer des inscriptions, panneaux ou affiches autres que ceux inhérents à son activité ;
- S'engage à maintenir les lieux conformes à leur composition initiale et à les occuper en bon père de famille ;
- Répondra de toutes les dégradations qui surviendraient pendant la durée de la mise à disposition et résultant de son activité à l'exclusion de celles résultant de la vétusté ;
- assurera tous les travaux de menues réparations ;
- Devra signaler immédiatement à la commune, tous les désordres qui interviendraient et tous les sinistres qui se produiraient dans le local.

Toute modification ou transformation du local fera l'objet d'accords à conclure entre les parties.

Article 5 – clauses financières

Le local est mis à disposition de l'association gratuitement mais les frais de fonctionnement (eau, électricité, chauffage, téléphonie, internet) sont à la charge de l'association qui devra souscrire les abonnements auprès des fournisseurs et remettre une copie des justificatifs à la commune.

La mise à disposition du local constitue une subvention en nature pour laquelle l'association est tenue de déposer annuellement, un dossier de demande de subvention auprès de la commune.

Article 6 – assurance et responsabilités

Les locaux sont assurés par la commune en qualité de propriétaire et par l'association, en qualité de locataire.

Préalablement à l'utilisation des locaux, l'association reconnaît avoir souscrit une police d'assurance auprès de....., numéro de police..... Couvrant tous les dommages pouvant résulter des activités exercées dans les locaux mis à sa disposition.

L'association produira chaque année, une attestation de son assureur certifiant que sa responsabilité civile est couverte pour l'activité associative qu'elle organise dans les locaux.

L'association répondra des dégradations causées aux locaux mis à disposition pendant le temps qu'elle en aura la jouissance et commises tant par elle-même que par ses membres préposés et toute personne effectuant des travaux pour son compte.

Article 7 – consignes de sécurité

Préalablement à l'utilisation des locaux, l'association reconnaît :

- Avoir pris connaissance des consignes générales de sécurité ainsi que des consignes particulières et s'engage à les appliquer, ainsi que les consignes spécifiques données par le représentant de la commune, compte tenu de l'activité engagée ;
- Avoir reconnu avec le représentant de la commune, l'emplacement des dispositifs d'alarme, des moyens d'extinction (extincteurs, robinets d'incendie armés) et avoir pris connaissance des itinéraires d'évacuation et des issues de secours.

Au cours de l'utilisation des locaux mis à disposition, l'association s'engage expressément :

- à faire respecter les règles de sécurité,
- à laisser les lieux en bon état de propreté,
- à bien remettre en place le mobilier utilisé,
- à adopter une attitude écoresponsable en matière de consommation énergétique : fermeture des portes, des fenêtres, des robinets d'eau, gestion et extinction de l'éclairage, utilisation des douches, fonctionnement des appareils de chauffage... afin de réduire les coûts énergétiques.

Article 8 – durée et renouvellement

La présente convention est consentie pour une durée d'un an avec une prise d'effet au 1^{er} janvier 2023 pour se terminer au 31 décembre 2023.

A l'expiration de sa durée initiale, la convention pourra être renouvelée, par reconduction expresse, sur demande de l'association formulée par écrit dans un délai de trois mois précédent l'échéance du terme de la présente convention.

Article 9 – contrôle et réglementation

Les représentants qualifiés de la commune auront accès à tout moment au local mis à disposition pour en vérifier l'état et prescrire les travaux nécessaires.

L'association devra justifier de toutes les autorisations nécessaires à l'exercice de son activité.

Article 10 – modalités de résiliation

En cas de non-respect par l'une des parties d'une quelconque obligation convenue dans la présente convention, celle-ci sera résiliée de plein droit à l'expiration d'un délai de 15 jours suivant l'envoi, par l'autre partie, d'une lettre recommandée avec accusé de réception de mise en demeure d'avoir à exécuter et restée sans effet.

La présente convention est conclue à titre précaire et révocable. En conséquence, la commune se réserve le droit de récupérer les locaux à tout moment dès lors que l'intérêt général l'exigerait et sans indemnité pour le preneur.

La reprise des locaux par la commune interviendra moyennant le respect d'un préavis d'un mois notifié à l'association par lettre recommandée avec accusé de réception.

La présente convention sera résiliée de plein droit par la dissolution de l'association pour quelque cause que ce soit ou par la destruction des locaux par cas fortuit ou de force majeure.

La présente convention sera résiliée de plein droit par la commune si, pour quelque cause que ce soit, l'association ne se trouvait plus en mesure d'exercer son activité.

Si les autorisations nécessaires à l'exercice de son activité venaient à être retirées à l'association, pour quelque cause que ce soit, la convention serait résiliée de plein droit.

En outre, chaque partie aura la faculté de dénoncer cette convention par lettre recommandée avec accusé de réception, en observant un préavis d'un mois.

Article 11 – fin de la convention

Si, après résiliation de la présente convention, l'association occupait toujours le local, la commune se réserve le droit de saisir le juge des référés d'une demande d'expulsion.

Article 12 – élection de domicile

Pour l'exécution de la présente convention, les parties font élection de domicile dans leur siège social respectif.

Convention établie en deux exemplaires originaux dont un est remis à chaque partie.

Les Deux Alpes, le

Signature précédée de la mention « lu et approuvé »

<p>Pour la commune Les Deux Alpes Le maire, Christophe AUBERT</p>	<p>Pour l'association SPORTING CLUB 2 ALPES Le Président, Thibault ROME</p>
---	---